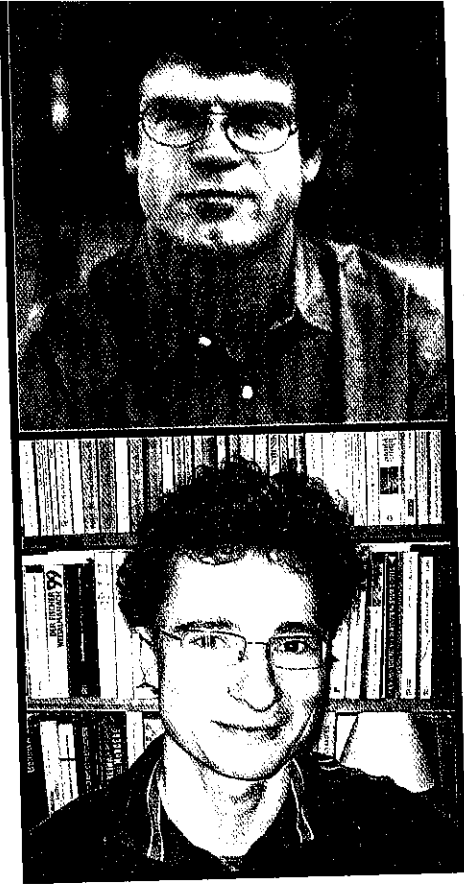


# Science et société civile : une relation difficile

■ Les « trente glorieuses » qui suivent la seconde guerre mondiale sont marquées par la mise en place d'un système de recherche français laissant peu de place à la société civile. Au fil du temps, ce processus de décision scientifico-étatique, mêlant choix technologiques et intérêts économiques, a montré ses innombrables failles. Les différents scandales inhérents à ce mode de fonctionnement ne se comptent plus : de Tchernobyl à la vache folle, de l'amiante au sang contaminé, du Gaucho aux OGM, la fracture entre science et société civile semble consommée...



▲ Yves Sintomer (haut) et Christophe Bonneuil

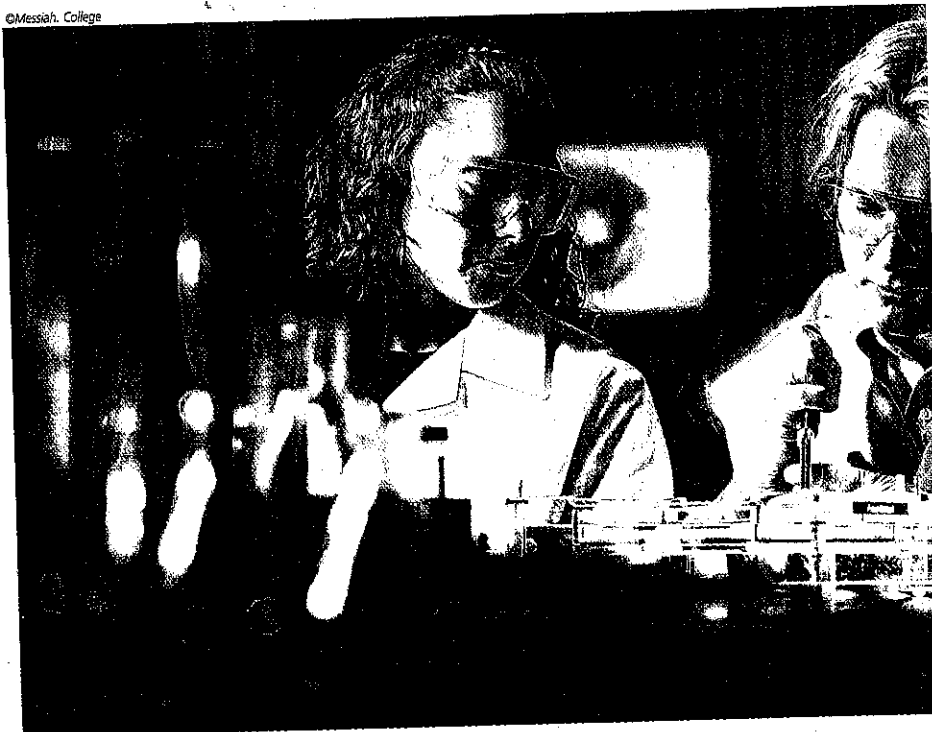
**A** Par Christophe Bonneuil et Yves Sintomer \*

l'époque gaullienne, l'Etat technicien et scientifique apparaît à travers notamment la création du CNRS et des organismes de recherches tels le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), l'INSERM (Institut national de la Santé et de la recherche médicale) et l'INRA (Institut national de recherche agronomique). L'essor massif des financements publics de la recherche est aussi celui des grands

programmes technologiques tels la bombe atomique ou le Concorde. Parallèlement, au service des militaires, la science est supposée permettre au pays d'asseoir sa sécurité et sa "grandeur". Après l'humiliation de la défaite, la bombe atomique et les moyens de la déployer participent au "rayonnement de la France". La militarisation de la science déborde son cadre propre : certains grands équipements scientifiques ou laboratoires "civils" n'auraient jamais trouvé les fonds nécessaires à leur développement sans un intérêt militaire. L'entente

est parfaite : la recherche militaire profite des connaissances civiles et la recherche civile profite de financements militaires. La science pénètre alors dans la vie quotidienne et les identités collectives. Les pays industrialisés entrent dans la consommation de masse de science et de techniques (électricité, téléphone, radio et télévision, antibiotiques, automobile, la naissance médicalisée, appareils ménager, pub en blouse blanche, enseignement scientifique dans le secondaire, etc.) Bénéficiant de ces progrès matériels, les citoyens semblent avoir tacitement consenti à ne pas piloter eux-mêmes la science, à reconnaître l'existence d'une frontière entre science et société profane. Les chercheurs ont un large pouvoir d'autorégulation de

©Messiah, College



*Certains grands équipements scientifiques n'auraient jamais trouvé les fonds nécessaires à leur développement sans un intérêt militaire*

la recherche fondamentale (à travers l'évaluation par les pairs) et négocient leurs recherches appliquées et leurs innovations avec les décideurs étatiques (supposés incarner la volonté générale) et les décideurs économiques (supposés traduire la demande des consommateurs). Existe donc entre science et société un rapport de délégation très net. On délègue un pouvoir de délégation de l'innovation en échange de la perspective d'une élévation du bien-être matériel de tous. Une des formes les plus nettes de cette délégation

permanente d'expertise a été la confiance dans l'équation qui lie recherche de laboratoire, invention technique et progrès médical. Dans les nouveaux hôpitaux de pointe, les CHU, le pouvoir traditionnel du grand patron clinicien est transfiguré et la délégation d'expertise fonctionne selon un registre unique : celui d'une relation de confiance où la personne malade est un usager passif qui n'a pas besoin d'en savoir trop. Cette délégation permanente d'expertise se retrouve de façon emblématique dans le fonctionnement des associations de malades qui naissent dans cette période. Ainsi, les rares regroupements fonctionnant à l'échelle nationale, comme ceux qui concernent le cancer (Ligue



**Une première poussée de l'expertise associative après 1968**

C'est 1968 qui sonne le glas du paternalisme de l'Etat scientiste. Avec la défense du parc national de la Vanoise, le mouvement antipsychiatrique ou le mouvement antinucléaire, des questions autrefois qualifiées de "techniques" sont désormais perçues comme des enjeux de société et de mobilisation politique. Sont alors mis en débat public les choix techniques de l'Etat et du capitalisme industriel, et le contenu même du "progrès." Cette politisation des choix techniques se développe à la croisée d'une critique intellectuelle (Ellul, Mumford, Illitch, Roqueplo, Adorno, Habermas, Foucault...), des fortes mobilisations antinucléaires, du refus de l'instrumentalisation de la science par l'impérialisme et le militarisme, de l'émergence de l'écologie et du développement d'un militantisme de type nouveau au sein du monde scientifique (ailes radicales du Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, revues Impasscience ou Labo-Contestation, etc.). Cette nouvelle génération de chercheurs engagés ébranle l'image d'unité et de neutralité de la science en posant la question des dominations existantes au sein de la communauté scientifique (hiérarchies, division du travail, place des femmes, etc.) et en interrogeant la fonction jouée par la science contemporaine dans la guerre, comme dans la production et la légitimation de l'ordre social.

C'est dans cette mouvance que naissent vers 1975 les premières organisations de ce que nous appelons ici le tiers secteur de l'expertise citoyenne et de la recherche associative : Comité anti-amiante de Jussieu, Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN), Groupe d'Information Santé, Groupe d'Information Biologie (mobilisé sur les premières manipulations génétiques).

L'émergence d'une expertise scientifique propre à la société civile, passant non seulement par l'engagement de certains professionnels, mais aussi par l'intervention de profanes se réappropriant des pans entiers de savoirs, a alors pour terrain privilégié les questions de rapport au militaire, de santé au travail, mais aussi, de plus en plus, d'environnement. Le nucléaire polarise alors la contestation des choix scientifiques et techniques, et les enjeux de la poli-

tion, de la destruction des espaces naturels, des conséquences à long terme de la croissance deviennent suffisamment forts pour ébranler les paradigmes progressistes de la gauche et faire de la question du rapport à la nature un objet de critique tout aussi légitime que l'exploitation. De Greenpeace aux Amis de la Terre en passant par France Nature Environnement, la mouvance environnementaliste se dote ainsi de moyens pour diffuser concepts et données de l'écologie dite scientifique, pour suivre la littérature professionnelle, en tirer les résultats mobilisables pour telle ou telle campagne et leur redonner un sens politique.

Cette décennie post 1968 est aussi marquée par l'essor du mouvement de l'agriculture bio et, surtout, par la montée des associations de solidarité internationale : en 25 ans, ces ONG vont illustrer une belle réussite du tiers secteur en occupant peu à peu une partie du champ autrefois monopole des institutions publiques de coopération (ingénieurs et chercheurs coloniaux, et post-coloniaux : ORSTOM, instituts du futur Cirad, etc.). Dans le domaine médical, outre le mouvement féministe et pro-avortement et ses alliances avec certains médecins, on doit mentionner le mouvement de l'anti-psychiatrie (cf. Groupe Information Asile).

**Après Tchernobyl : 2e poussée de l'expertise associative indépendante**

Dès la fin des années 1970, la vague de militantisme née après 1968 s'essouffie, aussi bien chez les chercheurs que dans le monde du travail ou le mouvement écologiste (disparition ou ralentissement de plusieurs associations nées dans les années 1970). Ainsi, par exemple, les risques du nucléaire (avant 1986) ou de l'amiante disparaissent quasiment de l'espace médiatique. L'arrivée de « la première gau-

*la catastrophe de Tchernobyl et le scandale de sa gestion en France ont discrédité les instances officielles d'expertise*

che » n'apporte que de timides réponses aux aspirations manifestées par la société civile pour participer aux choix scientifiques et techniques et ou pour définir le contenu du « progrès » : le programme nucléaire se poursuit sans véritable débat, l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Techniques, créé en 1983, n'a aucun poids face à un exécutif hégémonique et technocratique.

Mais la catastrophe de Tchernobyl et le scandale de sa gestion en France, en discréditant les instances officielles d'expertise (SCPRI) amènent la société française à réagir en se dotant de véritables laboratoires associatifs indépendants en matière de radioactivité : la CRI-rad<sup>(1)</sup> et l'ACRO en 1986. À la même époque, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie (créée en 1982) voit ses crédits réduits par le nouveau gouvernement Chirac : ses anciens responsables fondent l'INESTENE (Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement en Euro-

*C'est 1968 qui sonne le glas du paternalisme de l'Etat scientiste*

contre le Cancer, ARC), ont pour rôle de collecter plus de moyens mais délèguent la totale responsabilité de leur affectation aux groupes de grands cliniciens qui les conseillent ou les animent.

Le progrès est alors érigé en culte national et l'arène de négociation des choix de recherche et de l'innovation est restreinte à quelques spécialistes. Ceci conduit aux dérives bien connues du productivisme agricole et nucléaire, pour ne citer que deux exemples. Même dans les cas où des contestations émergent, l'Etat (technocrate, centralisé et paternaliste) ne leur laisse aucune issue : ainsi des contestations locales contre la construction d'un barrage à Tignes vers 1950 s'achèvent dans la répression et l'immersion du village insurgé sans que cela ne provoque de débat plus large au plan national. Il suffit de comparer cette issue tragique au succès des contestations récentes sur le TGV sud-est ou le 3e aéroport pour comprendre combien le rapport de la société au "progrès" a basculé et combien le rapport de force entre Etat et société civile s'est déplacé en quelques décennies.

▼ Action du Collectif français contre l'irradiation des aliments





▲ L'expertise citoyenne et la recherche associative rencontrent l'altermondialisme (ici manifestation du Larzac 2003)

pe), qui combine travail de consultance pour les collectivités publiques, réalisation de scénarios de sortie du nucléaire et contre-expertise.

Après celui de Tchernobyl, les scandales du sang contaminé, de la vache folle et de l'amiante sont les principaux détonateurs d'une nouvelle phase où la science et la technique sont mises à contribution par les responsables politiques et où se développe une nouvelle vague d'engagement associatif, sur des questions scientifiques et techniques.

A la différence des mobilisations des années 1970, où les scientifiques engagés sont moteurs, ces mobilisations et ces crises médiatiques (voire judiciaires) mettent en scène un nouvel acteur majeur : des associations où les chercheurs académiques professionnels ne sont pas majoritaires (associations de victimes, de malades, de consommateurs et d'écologistes). De plus, parce que le point de départ des mobilisations est souvent un accident avéré ou un scandale, les cibles de lutte deviennent plus juridiques. La nouvelle contre-expertise se fonde sur la reconnaissance des dommages, l'élimination des responsabilités, la mise en évidence de la connaissance préalable des risques. Dans le cas de Tchernobyl ou de l'affaire du sang contaminé, l'implication des profanes dans la recherche d'une autre vérité scientifique, autre que celle des institutions normalement en charge de la gestion du risque, est étroitement liée à l'existence de victimes. Avec des succès variables mais notables, ces mobilisations ont forcé le désenclavement des institutions scientifiques et conduit à l'ouverture et à la réforme des dispositifs d'expertise sanitaire et environnementale. Les années quatre vingt dix voient ainsi des associations de malades du SIDA (réunies dans le collectif TRT 5) co-définir des protocoles d'essai thérapeutique avec les chercheurs de l'Agence Nationale de Recherche contre le SIDA et amener à la création d'un espace où la confronta-

tion se conjugue à la négociation, où les représentants des malades jouent tour à tour de l'industrie contre la recherche publique, de la recherche publique contre les firmes et, finalement de la force du mouvement social Sida contre les deux. De même, des associations focalisées sur la radiopro-

### *Etablir des monopoles de savoir est devenu une pièce centrale des stratégies des grands groupes*

tection comme la Criard ou l'ACRO s'approprient non seulement un savoir académique, mais aussi un outil pour effectuer leurs propres mesures de radioactivité et expertiser des sites à la demande d'associations et de collectivités locales.

Ces initiatives de contre-expertise associative font des émules : Cri-Gen, CNIID, Crirem (ondes électromagnétiques), Priartem, etc. C'est à cette même époque que le mouvement du logiciel libre prend son essor et menace les positions acquises de Microsoft, et qu'émerge le Réseau Semences Paysannes pour une réappropriation de la conservation et de la création variétale par les paysans. Dans le même temps, les crises sanitaires amènent les décideurs politiques à créer des agences d'expertise (AFSSA, AFSSAPS, AFSSE), qui sont – pour certaines – moins dépendantes de la tutelle administrative et entendent éclairer non seulement le décideur mais aussi la société. Sous la même pression des crises et des contestations, plusieurs comités d'experts s'ouvrent aux associations de malades, d'écologistes ou de consommateurs (ex. Comité de Biovigilance, loi sur la démocratie sanitaire etc.). Certes, ce ne sont souvent que des strapontins mais ces strapontins ont parfois été des leviers ! Cette montée de l'expertise et de l'engagement

associatifs vis-à-vis des choix scientifiques techniques et médicaux est à resituer dans une évolution sociétale plus large : hausse du niveau d'éducation scientifique dans la société, aspiration à une citoyenneté plus participative que délégative, montée du média internet permettant une appropriation plus active des savoirs, montée des thématiques du risque et du développement durable dans l'espace public, crise des formes d'engagement au sein des syndicats et des partis... Dans ce contexte, c'est un véritable tiers-secteur de la connaissance (ou tiers-secteur scientifique) qui s'affirme face au secteur étatique ou au secteur privé, et développe des capacités d'expertise citoyenne, de recherche associative, d'innovation coopérative non propriétaire.

### **L'expertise citoyenne et la recherche associative rencontrent l'altermondialisme**

Parallèlement, quelques affaires marquantes (retombées de Tchernobyl, sang contaminé, amiante, vache folle) renforcent le sentiment que la science et l'Etat manquent à leur mission fondamentale de protection des citoyens et provoquent une forte prise de distance à l'idéologie du progrès dans la société française. La défiance vis-à-vis des instances de décision et d'expertise scientifique officielles est d'autant plus marquée que ces crises interviennent dans le contexte d'une mondialisation néolibérale qui n'épargne pas la recherche (brevet et privatisation des connaissances, crédits de la recherche publique en baisse depuis 2002) et qui érode les compromis sociaux des trente glorieuses : la recherche et le développement technique sont en effet de plus en plus soumis aux exigences de solvabilité. De plus, les liens entre grands laboratoires et finance sont devenus d'autant plus étroits que s'est constitué un véritable marché des connaissances qui prend appui sur les brevets et les entreprises créées par les chercheurs. Etablir des monopoles de savoir est devenu une pièce centrale des stratégies des grands groupes. Ceci est particulièrement net dans le secteur de la pharmacie et des sciences du vivant. Dans ce contexte, les firmes brevètent tout ce qui peut l'être et s'opposent à la diffusion de médicaments génériques permettant d'offrir des soins à tous au Nord et au Sud. Parallèlement, les inégalités sous-jacentes aux choix de recherche se sont renforcées : Médecins sans Frontières a montré que

▼ De plus en plus souvent, les ONG ont recours à la justice pour faire entendre leur point de vue



© MDRGF



▲ Photo ayant servi à Greenpeace pour illustrer l'impact de la pollution sur les foetus (Campagne "Toxiques")

©Greenpeace

1% seulement des 14.000 médicaments lancés depuis 10 ans dans le monde concernent les maladies infectieuses et parasitaires des pays du Sud. Au service de ce modèle de développement, la recherche perd dans l'opinion de sa légitimité sociale car elle semble incapable d'améliorer le bien-être du plus grand nombre et génère des risques, des dépendances et des déséquilibres nouveaux. D'où l'écroulement de l'ancien compromis des trente glo-

*la science requiert d'autres pilotes que la seule volonté de savoir, le désir de puissance ou les logiques de profit*

rieuses entre science et société, fait d'adhésion et de délégation.

Partageant implicitement le même constat que le mouvement altermondialiste, celui de la fin d'un ancien pacte social, le tiers secteur scientifique et sa critique des choix scientifiques et techniques industriels ou technocratiques a commencé à converger avec la mouvance altermondialiste<sup>(2)</sup>.

Ce qui se joue donc dans la montée du tiers secteur scientifique ces dernières années et à l'échelle mondiale<sup>(3)</sup>, c'est sans doute la recherche, encore tâtonnante, d'un nouveau contrat entre science et société. Cette montée manifeste un sursaut démocratique, affirmant qu'une science pour tous doit se construire avec tous, dans le dialogue avec des savoirs autrefois dévalorisés (ceux des malades, des paysans, des associations, des profanes, des "indigènes", etc.). Elle affirme aussi que, pour servir le bien-être de l'ensemble des êtres humains -actuels et futurs- de notre planète, la science requiert d'autres pilotes que la seule volonté de savoir, le désir de puissance ou les logiques de profit ■

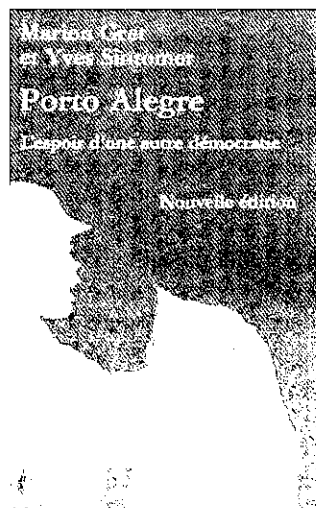
\*Christophe Bonneuil, pour la Fondation Sciences Citoyennes et Yves Sintomer, professeur de Sociologie à l'Université Paris 8, co-auteur, avec Marion Gret, de : Porto Alegre, l'espoir d'une nouvelle démocratie ? Edit. La découverte

**Notes :**

- 1) Voir article page 36
- 2) cf. les alliances réalisées contre les OGM ou contre le brevet du médicament, du vivant ou du logiciel, ou encore la prise de position récente d'Attac contre l'EPR.
- 3) cf. le poids et l'expertise d'ONG comme Greenpeace, MSF, ou le Climate Action Network dans les grandes négociations internationales

**Pour en savoir plus :**

Fondation Sciences citoyennes  
38, rue Saint Sabin  
75011 Paris  
Tél. : 01 43 14 73 64  
Fax : 01 43 14 75 99  
Site : www.sciencescitoyennes.org



Porto Alegre  
L'espoir  
d'une autre démocratie  
de Marion Gret  
et Yves Sintomer

**La Fondation Sciences Citoyennes** est une association de loi 1901, créée en 2002, qui a pour objectif de favoriser et prolonger le mouvement actuel de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de fonder un nouveau pacte social entre science et société, d'œuvrer à une réappropriation citoyenne et démocratique des sciences et techniques pour les mettre au service du bien commun. Cette fondation soutient la liberté d'expression et de débat dans le monde scientifique, l'appui aux lanceurs d'alerte et le développement de controverses publiques sur les enjeux à forte technicité scientifique. Car le pluralisme et la controverse sont la source non seulement d'une meilleure exploration des mondes possibles et, partant, de meilleures décisions, mais aussi d'une appropriation active des connaissances scientifiques par le public. Face au scientisme et à la marchandisation ambiante, la Fondation Sciences Citoyennes fait des propositions institutionnelles pour un contrôle citoyen et une maîtrise sociétale des politiques de recherche et d'innovation, et pour la reconnaissance des associations du tiers-secteur de la connaissance comme partenaire à part entière de la recherche publique.

- La Fondation Sciences Citoyennes a fait une note de propositions citoyennes pour une autre politique de recherche dans le cadre de la préparation de la loi actuelle d'orientation et de préparation de la recherche. On peut trouver ce document sur :

[http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id\\_article=601](http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=601)

- La Fondation Sciences Citoyennes est également une des animatrices de l'European Science Social Forum Network (ESSF), alliance d'ONG pour une autre politique de recherche européenne. On peut trouver les amendements faits par l'ESSF au projet actuel du 7e programme cadre de recherche sur :

[http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id\\_article=1428](http://sciencescitoyennes.org/article.php3?id_article=1428)

**A lire :**

Alertes Santé  
d'André Cicolella  
et Dorothée Benoit  
Browaëys

André Cicolella et Dorothée Benoit Browaëys

**ALERTES SANTÉ**

AIR PURIFICATEUR - ALUMINE - BIODIESEL  
ÉTHERS DE GLYCOL - LÉGIOMELLES - MÉTAUX  
LOURDS - MYCOTOXINES - NANOTECHNOLOGIES  
PERTURBATEURS ENDOCRINIENS  
PESTICIDES - PLOMBAGES DENAIRES  
SEL - SOLS POLLUÉS - SUCRE  
TÉLÉPHONES PORTABLES - VAGNE FOLIE...

**Experts et citoyens face aux intérêts privés**

Fayard